

## SOMMES-NOUS DEVENUS FOUS ?

Le **Grand Marché Transatlantique** nuit gravement à l'agriculture, à l'alimentation et à la santé. En effet, les entreprises américaines contestent le bien-fondé scientifique des normes sanitaires en Europe. Si le projet GMT est adopté, ce sont les lobbies qui définiront progressivement les normes de la vie en société et les firmes privées qui soumettront les pouvoirs publics.

Selon le **GIEC** (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), plus le climat se réchauffera, plus le nombre d'humains frappés par une pénurie d'eau sera élevé et les espèces animales risquent de souffrir, voire de s'éteindre. Il y aura moins de nourriture : le réchauffement climatique est déjà en œuvre et ses effets palpables sur les récoltes qui devraient globalement diminuer (riz, blé, maïs...). Il y aura plus de maladies liées à la contamination de l'eau, aux vagues de chaleur, à la sous-nutrition... surtout dans les pays en développement. Lorsque les populations viendront à manquer de ressources, elles se déplaceront. Les risques de conflits violents augmenteront. La pauvreté risque d'être exacerbée dans les pays en développement tandis que des poches de pauvreté pourraient se créer dans les pays déjà marqués par de fortes inégalités... Les humains sont-ils devenus fous, vont-ils laisser faire ?

Le constat de **WAW** (World Watch Agriculture) : l'agriculture doit actuellement faire face à de multiples enjeux globaux qui menacent la sécurité alimentaire (épuisement des ressources, changement climatique, augmentation de la concurrence, acquisition à grande échelle de terres arables...)

La volonté de WAW est « *de replacer la dynamique et les performances relatives des différents types d'agriculture, au sein des débats politiques au niveau local et global, (en prenant en compte les aspects de production et de viabilité économique, sociale et environnementale)* ».

Ma question : je me demande comment WAW va procéder et si ce n'est pas plutôt un choix politique délibéré qui permettrait la viabilité des exploitations agricoles plutôt que « *l'information sur les différentes formes d'organisation des activités agricoles et leurs conditions d'accès aux marchés et aux ressources* » ?

L'eau est une substance essentielle à la survie et au développement de l'humanité.

Mais son exploitation intensive, la pollution croissante des réserves, les besoins grandissants d'une population mondiale en plein essor... font courir le risque de pénurie de cette ressource vitale.

Disposer, en quantité suffisante, d'une eau de bonne qualité est l'un des grands enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Alors, que faire ? Bien sûr économiser l'eau, la recycler mais surtout considérer ce bien vital comme "patrimoine commun de la nation" donc d'intérêt général (loi du 3 janvier 1992)... et plus généralement comme « patrimoine commun de l'humanité » assurant mondialement sa protection et sa mise en valeur.

Après ces constats alarmants, chaque citoyen peut faire changer les choses en envisageant **une alternative démocratique** :

Attac propose des démarches participatives qui garantissent la permanence du « pouvoir du peuple » (référendum local, budget participatif, observatoire des engagements...) ; le non cumul des mandats ; des services publics locaux (les élus doivent refuser de faire la part belle au privé et s'opposer à tout ce qui porte atteinte à l'égalité d'accès de tous les citoyens aux services publics) ; le droit de vote des étrangers ; la régulation de la finance (stop aux paradis fiscaux, halte aux prêts toxiques des banques, audit de la dette locale...) et fait la promotion de la transition écologique (circuits courts de proximité, achats publics équitables et responsables, valorisation des énergies renouvelables, alternatives au tout-voiture...)

Le collectif national « Stop TAFTA » (non au grand marché transatlantique) combat ce projet à tous les niveaux (communal, national...), projet qui menace directement les collectivités locales.

ATD Quart Monde fait des propositions pour que l'Europe avance : toutes les personnes, même pauvres, doivent exister juridiquement, avoir accès à l'éducation, droit au logement...

.....  
**L'agriculture** : le porte-parole de la confédération paysanne (Laurent Pinatel) demande au Président de la République s'il faut choisir, pour notre vie future, entre la « *ferme-usine des mille vaches et le plateau de Millevaches* » ? Au-delà du jeu de mots, la réalité elle-même est transformée : d'un côté l'industrialisation de l'agriculture qui entraîne la mort des paysans, l'élimination de la bio-diversité et empêche la souveraineté alimentaire ; de l'autre des paysans amoureux de la terre qui produisent une alimentation de qualité, créent du lien social et permettent le maintien des habitants et des services publics dans les campagnes. Les décideurs politiques ont fait le choix de la rentabilité, mais les paysans ne les laisseront pas faire. Leur défense active de la Terre, patrimoine commun de l'humanité, est aussi l'affaire de chaque citoyen...

